

Brigitte Dubeuf, directrice de projet auprès du préfet

"Je comprends les acteurs, c'est leur gagne-pain"

Vous n'avez pas été ménagée, au nom de l'État...

L'État a un rôle important car c'est lui qui doit assurer la sécurité, il se devait d'être présent aujourd'hui, mais on est tous des acteurs.

L'idée, c'est de ne pas jouer les uns contre les autres, mais tous ensemble.

Ceci dit, on peut comprendre les acteurs qui se sont exprimés, c'est leur gagne-pain, leur patrimoine.

Pour vous, l'État n'a rien à se reprocher dans la gestion de cette crise?

Il n'a jamais baissé les bras, il a fait tout ce qu'il a pu faire dans le cadre réglementaire qui était le sien, mais le droit européen ne permet pas tout. Sur-tout pas de tout entendre. Ceci dit, il y a une volonté unanime d'aller dans le même sens. Je crois, dès lors, que chacun peut s'imposer ses propres règles sans forcément tout attendre de l'État.



Vous avez beaucoup insisté sur l'importance de la mission interministérielle. Comment peut-elle faire franchir un cap?

Déjà, elle est venue en Corse avec deux volets : l'agriculture et l'environnement. Deux ministères sont concernés, travaillent avec un regard qui s'appuie aussi sur d'autres expériences, sur des connaissances qui évoluent. Le préfet y voit une force de proposition, ce qui pourrait peut-être faire remonter à l'Europe des éléments de nature à changer la réglementation.

Marco Furfaro, pépiniériste

"On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de contrôles"

En venant prendre part à ce débat, quel message vouliez-vous faire passer?

Faire comprendre qu'il faut arrêter de dire tout et n'importe quoi.

Ne plus discréditer une profession et en vanter une autre, ne pas tout mettre sur le dos de l'État, savoir faire chacun notre autocritique, se responsabiliser.

Vous ne faites donc pas partie de ceux qui ciblent la responsabilité de l'État...

Si ça se justifie, je n'ai aucun problème pour le faire, mais aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de contrôle.

Je suis passé d'un contrôle tous les deux ans à 5 par mois. Mais c'est bien, nous ne sommes pas contre, mais qu'on ne nous dise pas non plus que tout le monde est contrôlé, ça n'est pas vrai.



Privilégier une production locale, vous y croyez?

J'y suis bien sûr favorable, mais il ne faut pas nier les difficultés. Il faut du foncier, il faut former les acteurs. Qui va le faire? On a voulu mettre en place une section horticole à Sartène.

Il y a aucun élève à l'arrivée. Il y a un problème, il faut se rendre à l'évidence, et il concerne aussi la perte de nos savoir-faire dans une société qui a trop longtemps privilégié la quête de l'emploi public.